

en la démocratie et au pluralisme social — ce qui est loin d'être uniquement le fait du Canada ou des sociétés industrielles occidentales ou «occidentalisées» — seront peu portés à approuver des politiques étrangères que les dirigeants américains considèrent comme constituant une menace pour la sécurité de leur pays. Il ne faut pas en conclure que le Canada n'est pas libre de définir et de défendre ses intérêts dans une optique qui lui soit propre; il s'agit plutôt de reconnaître que le maintien avec les États-Unis de relations caractérisées par la confiance et le respect mutuel constitue un élément essentiel parmi les intérêts du Canada.

Richesse du pays

Le troisième facteur de stabilité dont nous avons fait état est la richesse du Canada. Un pays dont la population vit dans la misère n'a d'autre choix que de chercher à remédier à la situation, au besoin par l'adoption de mesures radicales. Ce n'est pas le cas du Canada. En fait, de par notre situation économique, il s'agit plutôt pour nous non d'accroître notre richesse, mais bien de la partager avec d'autres. Le Canada dépend évidemment du commerce international et des capitaux étrangers pour assurer sa prospérité, et ne pourra que souffrir de la récession dans le monde, particulièrement aux États-Unis, ou, au pays, d'une diminution de la production industrielle causée par toute coupure soudaine des techniques ou des capitaux étrangers. Mis à part le pétrole et quelques autres produits de base, il est peu probable que nous nous retrouvions dans une position de dépendance sur le plan des importations essentielles. Si l'économie mondiale demeure plus ou moins ouverte et vigoureuse, et si nous témoignons d'une volonté bien arrêtée de tirer le meilleur parti possible de nos ressources et de notre situation relativement privilégiée, les Canadiens devraient continuer à vivre dans la prospérité. En conséquence, nous projetons d'accroître et d'améliorer nos programmes d'aide au développement, et de participer activement à toute la gamme de projets maintenant à l'étude en vue de modifier de façon positive et sensible les perspectives économiques des pays en voie de développement.

La politique étrangère du Canada ne pourra cependant préserver sa continuité que si la conjoncture internationale évolue normalement, du moins sous certains aspects essentiels, c'est-à-dire, si sont maintenues une paix globale relative, une croissance économique suffisante (permettant l'accès ininterrompu aux approvisionnements et aux marchés) et des

institutions internationales efficaces. L'absence de l'un ou l'autre de ces éléments handicaperait sérieusement la politique étrangère du Canada. Sans un minimum d'ordre politique et de croissance économique dans le monde, nous serions incapables de réaliser des objectifs établis en grande partie en fonction de notre situation particulière sur le plan mondial — celle d'un pays nord-américain entretenant des liens particuliers avec l'Europe, mais possédant une vocation mondiale axée sur le commerce, les richesses naturelles et la diversité culturelle. Mais quelles sont les perspectives de paix et de prospérité à l'échelle internationale?

Trente ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est toujours possible de croire que nous pourrions en éviter une troisième. L'éventualité d'une telle guerre suscite des visions si terribles depuis l'apparition des armes nucléaires que nous ne pouvons nous permettre de penser autrement. Et pourtant, la course aux armements stratégiques se poursuit de plus belle, et de nouveaux acteurs entrent en scène alors même que les protagonistes de la première heure tentent de s'entendre pour mettre un terme à l'escalade. La fin de la guerre en Indochine, l'entente de dégagement dans le Sinaï conclue entre Israël et l'Égypte, les progrès accomplis dans les entretiens sur la limitation des armes stratégiques et l'approbation de l'Acte final de la CSCE sont autant d'événements qui réduisent les risques immédiats d'une guerre mondiale déclenchée par des conflits régionaux, mais il n'en demeure pas moins que de tels conflits sont endémiques dans un monde où cohabitent cent cinquante États-nations et où la technologie nucléaire fait tache d'huile. Il est vrai qu'une guerre entre superpuissances a pu être évitée pour une génération, en partie à cause des visions d'apocalypse que font naître les armes nucléaires. Il est également vrai que les relations entre les deux Grands se sont généralement améliorées, ce qui nous permet d'espérer que la prudence restera de mise. Mais il ne suffit pas d'espérer; il faut également adopter des mesures destinées aussi bien à décourager l'utilisation des armes stratégiques qu'à faire disparaître l'intérêt d'un recours à de telles armes.

Équilibre entre les forces

Dans un premier temps, il faut donc qu'il y ait un équilibre relatif entre les forces en présence d'une part et, d'autre part, une coopération étroite entre les États-Unis et leurs principaux alliés au sein de l'OTAN. Par ailleurs, pour que diminue la «rentabilité» de l'armement stratégique,